



HAL
open science

La parenthèse communiste de la ville de Gagny : l'union de la gauche au pouvoir (1977-1983)

Adeline Fraoua

► **To cite this version:**

Adeline Fraoua. La parenthèse communiste de la ville de Gagny : l'union de la gauche au pouvoir (1977-1983). Travaux et Recherches de l'UMLV, 2006, 11, pp.121-4. hal-04405670

HAL Id: hal-04405670

<https://hal.science/hal-04405670>

Submitted on 19 Jan 2024

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

U N I V E R S I T É D E M A R N E - L A - V A L L É E

TRAVAUX
ET
RECHERCHES
DE L'UMLV

LITTÉRATURES
SCIENCES HUMAINES
RÉVOLUTIONS

Janvier 2006 N^o11 Revue semestrielle

TRAVAUX ET RECHERCHES DE L'UMLV

LITTÉRATURES ET SCIENCES HUMAINES

Revue semestrielle

Directrice de rédaction :
Fabienne BOCK

Comité de rédaction :
Edwige ARCHIER – Thierry BONZON – Pierre-François GORSE
Vladimir IAZYKOFF – Gisèle SEGINGER – Michael A. SOUBBOTNIK

Secrétaire de rédaction : Emmanuelle BRUN
Directeur de publication : Yves LICHTENBERGER
Conception graphique : Michelle THOMAS et Bertrand ZAKOWETZ



RÉDACTION :

"Travaux et Recherches de l'UMLV", Université de Marne-la-Vallée,
5, boulevard Descartes, 77454 Marne-la-Vallée cedex 2
(Tel. : 01 60 95 70 75 ; Télécopie : 01 60 95 70 77)

CORRESPONDANCE :

Toute correspondance est à adresser à la rédaction.

ABONNEMENTS / VENTE AU NUMÉRO :

	Vente au numéro	Abonnement annuel
Particuliers	6 €	12 €
Institutions	12 €	24 €

Voir bulletin d'abonnement à l'intérieur du numéro

ISSN : 1298-1168

Dossier : Révolutions

Présentation	5
Michael A. Soubbotnik , Angleterre 1640 : notes sur une "révolution" en débat	9
Anne Lafont , L'abolition d'une institution d'Ancien Régime par la Révolution française : l'Académie royale de peinture et de sculpture	33
Anne Radeff , Voyager pendant les guerres révolutionnaires. Décentralités alpines	49
Georges Lomné , Du bon goût à l'esprit de révolution : le "recouvrement de l'Antiquité " dans la vice-royauté de Nouvelle- Grenade (1779-1794)	75
Alejandro E. Gómez , Entre résistance, piraterie et républicanisme. Mouvements insurrectionnels d'inspiration révolutionnaire franco- antillaise sur la Côte de Caracas, 1794-1800	91
Varia	
Adeline Fraoua , La parenthèse communiste de la ville de Gagny : l'union de la gauche au pouvoir (1977-1983)	121
Liste commentée des mémoires de sociologie et d'histoire antique, médiévale, moderne et contemporaine soutenus devant l'Université de Marne-la-Vallée en 2004	137
Actualités	141

La parenthèse communiste de la ville de Gagny : l'union de la gauche au pouvoir (1977-1983)

Adeline Fraoua

L'intention première de cette analyse était – plutôt que de disséquer la vie municipale d'une ville au cours d'un mandat – d'envisager l'expérience communiste de la ville de Gagny comme une parenthèse au cours de son histoire.

Cette réflexion, portant essentiellement sur un échelon restreint puisque circonscrit à une commune, ne pouvait être menée sans un rappel du contexte politique national. Lors des élections municipales de 1977, l'alliance entre les socialistes, les communistes et le M.R.G. (Mouvement des radicaux de gauche), sous l'égide du Programme commun établi le 26 juin 1972, s'est soldée par un gain important de communes : "sur 220 villes de plus de 30 000 habitants (Paris exclu) [la gauche] en rafle 165, 57 de plus qu'en 1971¹". Ainsi, en propulsant à la tête de l'Hôtel de Ville une personnalité issue de l'union de la gauche, Gagny n'était pas une commune dont le processus électoral était isolé.

De plus, en faisant l'étude d'une commune, il paraissait impossible de faire l'économie d'une analyse des comportements électoraux à une échelle départementale. En effet, Gagny est une commune de la banlieue est de Paris faisant partie des villes de la petite couronne appartenant au département de la Seine-Saint-Denis (93). Dans ce département, lors des élections municipales de 1977, nous avons pu observer certaines villes n'ayant aucun ancrage à gauche élire un maire communiste. C'est ainsi le cas à Neuilly-sur-Marne, Villemomble, Noisy-le-Grand ou encore Neuilly-

Plaisance. Toutes ces villes sont géographiquement proches de Gagny puisque son territoire communal est limitrophe des communes du Raincy et de Villemomble à l'ouest, des villes de Clichy-sous-Bois et de Montfermeil au nord. Au sud, la ville de Gagny jouxte la commune de Neuilly-sur-Marne tandis qu'à l'est, elle est limitrophe de la commune de Chelles en Seine-et-Marne. Ainsi, il est aisé de se rendre compte que cette expérience participe d'un processus électoral plus profond qui dépasse le cadre municipal.

Cependant, les mécanismes électoraux de la ville de Gagny s'expliquent également par une dynamique interne, propre à son histoire, laquelle fut marquée après 1945 par la personnalité de Raymond Valenet.

Raymond Valenet fut maire du 24 octobre 1947 au 20 mars 1959 et se situait dans une mouvance politique qui en faisait un représentant de la droite centriste et catholique. Figure illustre de Gagny, Raymond Valenet avait acquis une grande notoriété auprès de la population, cumulant depuis 1962 plusieurs mandats de conseiller général du 32^e canton et de député de la neuvième circonscription.

Ainsi, il paraît simple de décrire la succession des maires de Gagny : Raymond Valenet fut maire au cours de trois mandats successifs, du 20 mars 1959 au 20 mars 1977, son fils Jean Valenet occupa cette charge du 13 mars 1983 à mars 1995 tandis que Michel Teulet² fut élu de mars 1995 à nos jours. Ainsi, il semble bien que les maires de Gagny font partie de l'entourage familial ou politique de Raymond Valenet.

À une exception néanmoins : celle de Claude Favretto, une personnalité communiste qui devint maire de Gagny du 20 mars 1977 au 13 mars 1983. Cette expérience inédite laisse une amertume encore palpable auprès de bon nombre de personnalités politiques gabiniennes tandis qu'existe une mémoire assez sombre de ces "années rouges".

Pourtant, le mandat de Claude Favretto n'a pas accouché d'une politique municipale communiste au sens classique du terme. Rappelons que 1977 voit l'accession à la mairie d'un candidat communiste sous l'égide de l'union de la gauche, ce qui renvoie à une réalité bien spécifique. C'est ce que souligne Georges Lavau répondant à la question "Qu'est-ce qu'une municipalité communiste ?" :

“on peut montrer la diversité des municipalités communistes aujourd'hui en fonction de ces différents flux historiques. Certaines sont là depuis longtemps, d'autres ont été conquises en 1965, enfin il y a celles de l'union de la gauche depuis 1977³.”

Ces dernières n'ont bénéficié d'aucune étude à part entière puisque l'on s'est essentiellement intéressé aux villes conquises depuis longtemps par le Parti. La présence d'élus socialistes au sein du Conseil municipal est pourtant un phénomène qui est venu bouleverser le modèle préétabli des municipalités communistes classiques et de leur rapport au Parti communiste comme l'évoque F. Platone :

“le renforcement du Parti n'appelle pas forcément le même type de décisions et de comportements, selon que l'on se trouve dans un fief du Parti ou dans une commune récemment conquise face à des adversaires puissants et grâce à une alliance avec des partenaires qu'il faut à la fois ménager et contenir⁴.”

Pour un tel sujet, de nombreuses sources aussi diverses que variées se présentent : délibérations du Conseil municipal, compte administratif de la ville de Gagny, presse locale mais également recensements de l'I.N.S.E.E., propagandes électorales, procès verbaux des bureaux de vote, notes émanant des préfetures et sous-préfetures et entretiens.

La politique municipale gabinienne des élus de l'union de la gauche

En 1977, l'union de la gauche entamait ce mandat sous les meilleurs auspices dans la mesure où elle venait de conquérir une ville dirigée par le même maire depuis dix-huit années : Raymond Valenet, assis confortablement sur sa notoriété au terme de trois mandats, ne pouvait plus guère incarner le dynamisme des premiers jours.

C'est en ce sens que Claude Favretto allait initier une politique novatrice notamment en ce qui concerne les équipements. Au cours de ces six années, l'union de la gauche fit sortir de terre une nouvelle bibliothèque, une ludothèque, un lycée technique et se lança dans de lourds travaux

pour un aménagement du centre ville tandis que d'autres constructions de moindre importance virent également le jour.

En ce qui concerne le domaine culturel, l'intérêt porté par la mairie n'était pas surprenant dans la mesure où le Programme commun préconisait "l'établissement de tous les moyens nécessaires". Il existait déjà une bibliothèque gabinienne, mais, réduite à peu de livres, elle était peu fréquentée. Du coup, la création d'une nouvelle bibliothèque ne fut jamais critiquée par les successeurs de Claude Favretto et fut même passée sous silence dans le journal municipal de Jean Valenet, *Gagny Notre Cité*⁵. Concernant cet équipement, la municipalité, désireuse d'être à la pointe de la modernité, avait fait l'acquisition d'ordinateurs et, loin de bâtir une bibliothèque classique, avait décidé la création d'une bibliothèque-discothèque. Ce phénomène explique en partie les sommes assez élevées imputées à cette construction (de l'ordre de 6 millions de francs⁶). La décision parallèle de construire une ludothèque⁷ répondait à la volonté de faire entrer la culture dans un quartier excentré de la ville pour aller à la rencontre d'une population plutôt défavorisée et relativement éloignée de la nouvelle bibliothèque.

La résolution de construire un lycée technique répondait à une tout autre logique. En effet, les autorisations et la prévision d'une telle construction ne se sont pas faites en un mandat. De plus, la municipalité ne disposait pas de tous les moyens financiers nécessaires à une si vaste opération. Cette volonté de construction était héritée des précédents mandats de Raymond Valenet. Du coup, la municipalité de l'union de la gauche utilisa la lenteur de ce projet pour marquer l'immobilisme de son prédécesseur : "Depuis de nombreuses années, on parlait de la construction d'un lycée technique à Gagny. Dès notre élection, nous avons fait en sorte que cette idée se concrétise par l'achat progressif des terrains nécessaires à son installation⁸." Même si la mairie compléta les achats de Raymond Valenet par quelques acquisitions, l'essentiel des terrains était déjà à la disposition de la municipalité et l'ancien maire était en attente des autorisations. Pour les élus de gauche, cette réalisation était plus pressante et devait être un symbole du mandat de Claude Favretto.

L'aménagement du centre ville de Gagny rentrait également dans ce raisonnement. Pour l'union de la gauche, des réalisations visibles s'imposaient qui permettaient de "rajeunir" la ville : "le vieux centre (...) présente l'aspect commun à des centres de vieux bourgs ruraux : certaine vétusté, inconfort des logements et moyenne d'âge élevée pour la population correspondante⁹". Cet aménagement du centre ville consistait à rénover la place du marché par la construction de petits immeubles H.L.M. au-dessus du marché. La rénovation comprenait la construction d'un parking public de 180 places au premier sous-sol et l'implantation d'un nouvel Hôtel des Postes. Le point fort de ce projet était le fait qu'au final ces travaux ne devaient rien coûter à la ville, laquelle se contentait de mettre les terrains à disposition. En effet, les immeubles devaient être financés par un organisme H.L.M., tandis que la rénovation du marché était prise en charge par un concessionnaire et que la construction de l'Hôtel des postes était financée par le service des P.T.T.

Mais la municipalité devait se heurter à une opposition vigoureuse, comme l'évoque le journal municipal *Gagny Informations* : "Les rumeurs les plus alarmistes circulent sur le projet de rénovation du centre ville. Certains n'hésitent pas à faire circuler des tracts-pétitions tendant à dénaturer le projet municipal¹⁰". De fait, la municipalité n'avait pas précisé que ce projet, à terme, ne devait rien coûter à la ville. Pourtant, la ville de Gagny avait avancé le financement des travaux prévus place du marché par le biais d'emprunts qui étaient remboursés annuellement par le concessionnaire tandis que la construction d'une nouvelle poste était également financée par la ville de Gagny et devait être rachetée à la fin des travaux par le service des P.T.T. Le financement de ces travaux pesait donc, dans un premier temps du moins, sur la comptabilité communale.

Afin de trouver les fonds nécessaires à ces réalisations, la municipalité s'est servie de la manne financière issue de l'intégration des immobilisations dans le patrimoine communal pratiquée sous le mandat précédent. C'est ainsi que le Conseil municipal, réuni en séance le 5 avril 1979, décidait d'en finir avec cette politique¹¹. Mais cette manne financière ne recouvrait pas toutes les dépenses occasionnées par l'ensemble des

équipements prévus ou réalisés. Aussi la commune fit-elle appel au crédit tandis que la situation financière de la ville était difficile, comme l'évoquent les délibérations du 9 décembre 1982 :

"Considérant que la situation de trésorerie de la commune ne permettra pas de faire face au paiement des créanciers, ni même au paiement intégral des traitements du personnel dans la deuxième quinzaine de décembre, vu le code des communes, sollicite une avance maximale des centimes du mois de décembre 1982¹²".

Ainsi, pendant les six années du mandat de Claude Favretto les réalisations furent aussi nombreuses que variées. Cette constatation rejoint l'analyse de Raymond Pronier¹³ qui précise que la caractéristique des municipalités communistes se situe essentiellement dans l'équipement. Pourtant, si nous faisons une brève incursion dans le mandat de Jean Valenet, nous pouvons constater la réalisation d'une salle omnisports très importante et la construction d'un conservatoire municipal. L'atténuation de cette caractéristique des municipalités communistes est également présente dans l'analyse de Raymond Pronier : "Personne ne conteste le rôle de pionnier des mairies communistes dans beaucoup de domaines de l'activité communale mais tous les élus ou presque ont rejoint les communistes pour équiper leur ville¹⁴".

Pourtant, les constructions établies lors du mandat de Claude Favretto ne peuvent, à elles seules, définir la plénitude de la politique municipale de l'union de la gauche. En effet, il est possible de remarquer le rôle primordial des conseillers municipaux qui, selon Claude Favretto lui-même "(...) sont là pour défendre, en priorité, les plus défavorisés, (...) ¹⁵".

Cette ligne de conduite se traduit d'abord dans le domaine fiscal. Dans le cadre de la refonte de la fiscalité locale en 1981, la municipalité supprima la taxe sur les ordures ménagères (T.O.M.). Cette taxe pesait directement sur les propriétaires ou indirectement sur les locataires par le biais des charges locatives. Cette suppression fut décidée, selon le journal municipal *Gagny Informations*, pour "(...) aider les familles occupant les H.L.M. de la ville (...) ¹⁶". De plus, la municipalité accompagna

cette mesure d'un abattement fiscal supplémentaire de 1 500 F accordé aux personnes qui en 1980 n'étaient pas imposables sur le revenu 1979.

Mais les actions les plus significatives furent surtout prises à l'intention des chômeurs gabiens. En effet, dans une séance du 18 décembre 1981, il est possible de lire : "Aide exceptionnelle aux chômeurs gabiens. Vote du crédit nécessaire¹⁷". Dans cette séance, la municipalité expliquait son action pour créer un comité local pour l'emploi et préparer un stage d'insertion pour les jeunes chômeurs. En 1982, la municipalité décida de signer avec le gouvernement un contrat de solidarité qui devait permettre de créer de nouveaux emplois parmi le personnel communal. Afin de satisfaire plus avant la protection des plus démunis, le Conseil municipal décida également d'œuvrer à "la santé pour tous" par le développement d'un centre de santé comportant de nombreuses spécialités et par la mise en place d'un centre de Protection Maternelle et Infantile (P.M.I.). Ces structures ne nécessitaient pas l'avance de frais onéreux pour les utilisateurs dans la mesure où ces derniers ne payaient que le ticket modérateur, soit 25 % environ de la consultation. Ces initiatives connurent un franc succès puisqu'en 1980 la P.M.I. avait réalisé 2 424 consultations et 814 vaccinations tandis que le centre de santé en médecine générale avait accompli 2 918 consultations et 652 vaccinations¹⁸.

Une autre priorité de la municipalité d'union de la gauche fut d'informer et de faire participer les Gabiens aux décisions municipales. Dès la campagne pour le premier tour des élections municipales, l'union de la gauche avait émis le désir de faire participer le plus grand nombre de Gabiens à la vie municipale : "(...) vous informant et vous associant aux affaires qui vous concernent¹⁹". Cette volonté s'est traduite par un développement vertigineux du secteur de l'information municipale avec la création d'une "presse-propagande". En effet, loin de conserver la forme du journal municipal précédent, à savoir un journal trimestriel dont l'information principale était les comptes rendus des délibérations du Conseil municipal, l'union de la gauche établit un journal mensuel – *Gagny Informations* – renouant avec les sujets d'actualité. Ce nouveau journal ne retranscrivait plus le "jargon" des délibérations du Conseil, mais évoquait

tous les domaines de la vie municipale avec notamment une légère prédominance pour le sport, Gagny ayant été championne de France de hand-ball en 1981 et 1982. Destinée à un large public, la présentation de *Gagny Informations* se voulait plus attrayante par la prise en compte de la couleur et l'utilisation de tournures de phrases et d'un vocabulaire simplifiés. La mensualisation du journal permettait à la mairie de communiquer sur ses actions comme le souligne Raymond Pronier : "(...) toute la propagande municipale va tendre vers un seul but : légitimer le pouvoir municipal, en montrant que malgré tout cela sert d'avoir un maire communiste²⁰".

De plus, la municipalité de gauche gabinienne fut à l'origine d'une importante diversification de l'information par le biais de nombreuses créations : le journal culturel *Non Stop*, créé en septembre 1982 ; des bulletins sur le budget communal pour exposer les choix de la municipalité ; et, en 1978, "(...) une lettre ouverte au ministre des P.T.T. exigeant avec la population des effectifs accrus pour la poste de Gagny. Un répertoire administratif de la ville qui est à votre disposition en mairie et en mairie annexe. Six *Flashes-Informations*. Un questionnaire²¹".

Outre le développement de l'information municipale, la volonté clairement affichée par les élus de l'union de la gauche de faire participer à la vie communale le plus grand nombre d'habitants s'est traduite, comme l'avait spécifié Claude Favretto dans une entrevue, par des "(...) permanences dans les quartiers, (...) réunions multiples, conseils municipaux dans tous les quartiers²²". Ces initiatives ne furent pas toutes couronnées de succès puisque le déplacement du Conseil municipal fut vite abandonné par manque de participation de la population.

Ainsi, avec le mandat des élus de l'union de la gauche de 1977 à 1983, commence une politique novatrice qui va réinscrire la politique municipale gabinienne dans son temps tandis que les mandats successifs de Raymond Valenet l'avaient figée. Cependant, outre les actions des élus, le mandat de Claude Favretto va être entaché par des événements inhabituels qui vont venir bouleverser le paysage électoral gabinien.

Le mandat des élus de l'union de la gauche à l'épreuve d'élections à répétition

Plusieurs échéances électorales vont obliger les Gabinien(ne)s à voter cinq fois sur une période de deux ans, de mars 1978 à mars 1980.

D'un point de vue chronologique, les premières élections qui se déroulèrent lors du mandat des élus de l'union de la gauche furent les élections législatives qui eurent lieu en mars 1978. Marie-Thérèse Goutmann, candidate communiste, remporta les élections législatives de la 9^e circonscription électorale en battant le candidat qui lui était opposé, Raymond Valenet. Le Conseil constitutionnel annula cette élection le 8 juin 1978 en invoquant comme motif un excès irrégulier de propagande de la part des deux protagonistes lors du second tour, tout en prenant en compte le faible écart des voix séparant les candidats. En ce qui concerne la ville de Gagny, Marie-Thérèse Goutmann obtenait des résultats moins conséquents que Raymond Valenet puisqu'au premier tour, la candidate communiste obtenait 28,3 % des suffrages exprimés contre 31,8 % pour Raymond Valenet. Au second tour, la tendance se confirmait avec 49,6 % pour la candidate communiste et 50,4 % pour le député sortant. Le faible écart des voix à Gagny est à l'image de ce qui se passa à l'échelle départementale. Cette invalidation entraîna de vives protestations au sein de la mouvance communiste et, plus largement, au sein de l'union de la gauche. "Le Conseil municipal proteste contre cette remise en cause, sous un prétexte futile, du suffrage universel et cette atteinte au choix LIBREMENT ET DÉMOCRATIQUEMENT exprimé par les électrices et électeurs de la circonscription²³" pouvait-on lire dans le journal municipal en date de juin 1978. Les revendications aboutirent même dans le journal communiste départemental *La Renaissance*, à un plaidoyer en faveur d'un suffrage universel qui serait en danger : "1789 ~ 14 juillet ~ 1978. Quand le suffrage universel est à gagner ou à défendre ~ le peuple français le fait. Le 16 juillet avec Marie-Thérèse Goutmann²⁴". Les nouvelles élections législatives se déroulèrent au mois de juillet. Marie-Thérèse Goutmann fut réélue en qualité de député de la neuvième circonscription.

Mais la mort de Raymond Valenet, le 21 septembre 1978, entraînait de nouvelles élections. En effet, si Raymond Valenet n'avait pas été réélu en tant que député de la neuvième circonscription, il restait conseiller général du 32^e canton qui représente à lui seul la ville de Gagny. Les élections cantonales anticipées à Gagny furent organisées par arrêté préfectoral les 18 et 26 novembre 1978. Quatre candidats se présentèrent à cette élection : un nouveau candidat R.P.R. – Michel Teulet – ; un représentant du Parti communiste – le maire de Gagny, Claude Favretto – ; un candidat du Parti socialiste – en la personne de l'adjoint au maire aux finances de Gagny, Claude Barbara – et une représentante du P.S.U. – Dominique Lambert. Au regard de la propagande électorale²⁵ du candidat R.P.R., le thème principal développé est la continuité de l'œuvre de Raymond Valenet. Le thème de l'union est également très présent dans cette propagande puisque ce candidat incarne l'"union pour l'avenir de Gagny". Non seulement fédérateur, ce thème cherche à souligner le fait que le P.C. et le P.S. se présentent séparément à ces élections, ce que Michel Teulet rappelle dans son sixième paragraphe : "Face à une gauche déchirée, *un élan unitaire* sans précédent s'est créé, porteur d'espoir pour l'avenir". Le fait que le Parti communiste et le Parti socialiste présentent deux candidats n'est pas la conséquence de la rupture du Programme commun et le symbole d'une mésentente. D'ailleurs, bien que le P.S. et le P.C. se présentent chacun de leur côté, cela ne les empêche pas d'arborer tous deux dans leurs propagandes également le thème de l'union. En effet, pendant que Claude Barbara explique "aujourd'hui à Gagny pour que la gauche gagne et que l'union l'emporte (...)", le candidat communiste, Claude Favretto, se présente comme le "candidat pour l'union et l'avenir de Gagny". L'appellation des candidats Claude Favretto et Michel Teulet est d'ailleurs pratiquement similaire puisque les électeurs gabiniens doivent se déterminer entre le R.P.R., qui encourage l'"union pour l'avenir de Gagny", et le candidat communiste qui est le "candidat pour l'union et l'avenir". Ce phénomène s'explique en partie dans la mesure où les deux candidats, même politiquement très différents, jouent sur le même tableau. En effet, tandis que Michel Teulet se présente comme le succes-

seur de Raymond Valenet, Claude Favretto essaye également de récupérer les voix de l'électorat de ce dernier. Cette affirmation s'appuie sur le fait que toute la propagande électorale de Claude Favretto s'évertue à faire un parallèle entre l'action de maire et de conseiller général. Cette propagande ne contient donc aucune critique, ni contre le gouvernement ni contre ses adversaires pour ces élections ce qui lui confère une certaine sobriété. À cet égard, la propagande de Claude Barbara, candidat du Parti socialiste, apparaît beaucoup plus contestataire et se situe en marge des deux autres. En effet, il est possible d'y trouver des critiques acerbes contre le gouvernement.

Les résultats du premier tour des élections cantonales du 19 novembre ne placèrent pas le candidat du R.P.R. dans une position confortable. Michel Teulet arrive en tête des candidats avec 41,5 % des voix. Pourtant, il se trouvait dans une situation difficile dans la mesure où le candidat du Parti communiste obtenait 32,7 % et que le candidat du Parti socialiste recueillait 23,3 % des suffrages. Il était certain que le candidat du parti socialiste allait se désister au second tour. Ainsi, avec le report des voix de gauche, Claude Favretto se trouvait largement majoritaire. De plus, les résultats du premier tour des élections cantonales soulevèrent le problème de l'abstention. En effet, environ la moitié des Gabiniens ne s'était pas déplacée pour cette élection soit exactement 51,3 % des électeurs, ce qui allait pousser Michel Teulet à mobiliser son électorat tout en utilisant un ton plus mitigé, conscient de sa délicate position. Claude Favretto, suite au désistement du candidat socialiste, se trouvait dans une situation beaucoup plus confortable ce qui lui permettait d'avoir une propagande électorale plus sereine où apparaissaient tous les partis politiques de gauche le soutenant.

Contre toute attente, Michel Teulet obtint le siège de conseiller général. Pourtant, il est impossible d'affirmer que ce candidat fut élu largement dans la mesure où seulement un point sépare les deux candidats, ce qui se traduit par un nombre de voix insignifiant, 117 suffrages. L'abstention, moins importante, reste tout de même élevée avec 46,7 % des électeurs inscrits. Dans cette élection, il semble que le report des voix de gauche, et

particulièrement le report des voix socialistes malgré l'appel de Claude Barbara, ne se soit pas totalement opéré. De plus, ces résultats traduisent la division quasi-identique des électeurs gabiniens entre la droite et la gauche. Élu, Michel Teulet ne le fut que pour un laps de temps relativement court. En effet, ces élections n'avaient été organisées que pour pallier la vacance provoquée par le décès de Raymond Valenet tandis que les élections cantonales réglementaires allaient être organisées quatre mois plus tard, les 18 et 25 mars 1979.

Les élections cantonales du 18 et 26 novembre 1978 pouvaient apparaître comme un test pour les partis politiques gabiniens dans la mesure où les enjeux étaient relativement peu importants. Pour les consultations des 18 et 25 mars 1979, les enjeux étaient tout autres. En effet, ces élections installaient le conseiller général pour une période de six ans. Au regard des élections précédentes, aucun parti politique ne se trouvait dans une situation favorable. Les Gabiniens avaient prouvé que non seulement ils étaient extrêmement divisés dans leurs choix électoraux mais qu'également, en matière d'élection, rien n'était acquis. De plus, les mêmes candidats étaient en présence, qui avaient peu modifié leurs propagandes²⁶. Ce phénomène explique que les Gabiniens conservèrent leurs comportements électoraux, et ce pour le premier tour mais pas pour le second tour. En effet, Claude Favretto à l'issue du second tour obtint le siège de conseiller général face à Michel Teulet avec un écart de voix dérisoire puisque en termes de pourcentage, la liste d'union de la gauche obtint 50,2 % des suffrages exprimés. Fort de cette constatation et suite à un problème de comptabilité des votes de plusieurs bureaux, Michel Teulet déposa un recours en justice afin d'annuler ces élections. En effet, les résultats enregistrés dans les procès verbaux témoignent du fait que certains bureaux disposèrent d'un nombre d'enveloppes soit inférieur soit supérieur aux émargements. Pour Claude Favretto, ces différences sont le fruit d'erreurs involontaires. Selon Michel Teulet, de tels écarts ne pouvaient être le fruit que de fraudes électorales caractérisées. Le tribunal administratif de Paris décida le 14 juin 1979 : "Article 1^{er} – Les opérations électorales du 25 mars 1979 pour l'élection d'un conseiller

général dans le 32^e canton de la Seine-Saint-Denis sont annulées²⁷. Le tribunal administratif de Paris venait de statuer sur les multiples irrégularités relevées au sein des élections cantonales du 25 mars 1979 mais n'avait pas statué sur une possible fraude électorale.

Cette invalidation entraînait une nouvelle fois l'organisation d'élections cantonales qui eurent lieu les 9 et 16 mars 1980. Plusieurs candidats se présentèrent à ces élections puisqu'au côté des trois candidats que les GabinienS connaissaient, apparaissait un candidat du P.S.U., Thierry Martin, tandis que de nouvelles forces politiques émergèrent à Gagny avec une liste Front National dont le candidat est Michel-Ange Delrieu et une liste du Parti des Forces Nouvelles²⁸ avec pour candidat René Faure. Malgré un nombre croissant de candidats, les thèmes abordés dans les propagandes électorales furent à peu de choses près similaires puisque deux thèmes principaux envahirent la propagande électorale²⁹ : l'invalidation de l'élection cantonale des 18 et 25 mars 1979 et, sur le plan international, la guerre de l'U.R.S.S. en Afghanistan. Le Parti communiste se faisant attaquer de toutes parts, et présentant un candidat ayant été invalidé, était en mauvaise posture. De plus, les candidatures socialiste et du PSU laissaient supposer une dispersion des voix de gauche tandis que Michel Teulet, malgré une nouvelle liste de droite et l'apparition de l'extrême droite, faisait cavalier seul. Les résultats du premier tour des élections cantonales furent sans surprise avec en tête Michel Teulet face à Claude Favretto. Au terme du second tour, Michel Teulet fut définitivement élu en qualité de conseiller général avec une plus grande marge de suffrages puisqu'il totalisait 51,7 % des voix soit 426 voix d'écart.

De nombreux paramètres sont à prendre en considération pour comprendre l'accession des élus de l'union de la gauche à la mairie de Gagny et les raisons conduisant à la perte de l'Hôtel de ville. En effet, les mécanismes électoraux des GabinienS reflètent les tendances nationales même si le mandat des élus de l'union de la gauche fut singulier dans l'histoire gabinienne.

Le contexte de cette période est décisif, mais pour comprendre les racines du vote à droite au sein de la ville de Gagny il faut puiser au cœur du mandat de Claude Favretto.

Les ambitions de ces élus n'étaient peut-être pas à la mesure des ressources financières de Gagny – commune qui ne dispose que de peu d'usines et de commerces et pour laquelle les impôts locaux représentent l'essentiel des ressources. Gagny est, de nos jours, une ville pauvre, ce qui n'est pas forcément le cas de ses habitants. D'ailleurs, l'explication la plus plausible quant aux résultats plus importants du Parti communiste par rapport aux autres partis de gauche au cours de cette période, ne renvoie pas seulement au fait que le Parti communiste incarnait à Gagny le plus ancien des partis de gauche, mais aussi à une réalité sociologique forte : la seconde profession la plus exercée à Gagny était celle d'ouvriers. Le lent déclin de cette profession, qui s'est vu remplacée à Gagny par des cadres moyens ou supérieurs, a préparé le vote à droite de cette commune, pourtant fortement divisée électoralement.

Par la suite, la gauche gabinienne fut non seulement victime de ce changement de population, de l'érosion du Parti communiste, mais aussi de l'entretien de la mémoire noire de ce mandat marqué par de nombreuses élections. De nos jours, la place des partis de gauche à Gagny – essentiellement le Parti communiste français et le Parti socialiste – reste cantonnée au statut de formation d'opposition et le fait que tous deux soient peu bavards sur leur nombre d'adhérents est d'autant plus éloquent.

Adeline Fraoua

Notes

- 1 "Un phénomène de rejet", *Le Monde*, mardi 22 mars 1977. Dossier général sur les élections municipales de 1977, carton 10630, Archives Départementale, Bobigny.
- 2 Michel Teulet est l'ancien maire adjoint à l'information de Valenet père, et l'ancien premier adjoint aux finances de Valenet fils.
- 3 "Les municipalités communistes en question. Débat avec S. Courtois, G. Lavau, F. Platone, R. Pronier, J. Ranger, H. Rey", *Communisme*, n° 4, 1983.
- 4 *Ibid.*
- 5 *Gagny Notre Cité*, mars 1983, 1995, sans classement, Mairie Annexe, Gagny.
- 6 Délibérations du Conseil municipal, Registre n° 36, du 5 avril 1978 au 10 octobre 1980, sans classement, mairie Annexe, Gagny.
- 7 Délibérations du Conseil municipal, Registre n° 36, du 5 avril 1978 au 10 octobre 1980, sans classement, mairie Annexe, Gagny.
- 8 *Gagny Informations*, n° 14, mars 1981, sans classement, bibliothèque municipale Georges Perec, Gagny.
- 9 Igor Brincal, *Conception et aménagement des centres villes : l'exemple de Gagny*, Mémoire de maîtrise, Université Paris VIII, 1983. Conservé à l'Institut français d'Urbanisme, Marne la Vallée.
- 10 *Gagny Informations*, n° 18, juin 1981, sans classement, bibliothèque Municipale Georges Perec, Gagny, p. 4 et 5.
- 11 Délibérations du Conseil municipal, Registre n° 36, du 5 avril 1978 au 10 octobre 1980, Mairie Annexe, Gagny.
- 12 Délibérations du Conseil municipal, Registre n° 37, du 10 octobre 1980 au 10 décembre 1982, Mairie Annexe, Gagny.
- 13 Raymond Pronier, (dir.), *Les Municipalités communistes. Bilan de 30 années de gestion*, Paris, Balland, 1983.
- 14 *Ibid.*
- 15 Jacky Bena, Jacques Galès, *Les Nouveaux Maires Communistes : seize entretiens avec les maires d'Anthony, Béziers, Bourges, etc.*, Paris, Éditions sociales, 1977, p. 204-205.
- 16 *Gagny Informations*, n° 19, octobre 1981, sans classement, bibliothèque municipale, Georges Perec, Gagny.
- 17 Délibération du Conseil municipal, Registre n° 37, du 10 octobre 1980 au 10 décembre 1982, Mairie Annexe, Gagny.
- 18 Extrait du rapport de synthèse du compte administratif de la ville de Gagny 1980, *Gagny Informations*, n° 23, mars 1982, sans classement, bibliothèque municipale Georges Perec, Gagny.
- 19 Propagande municipale, Mars 1977, de Clichy à Villepinte, Carton 11041, Archives Départementales, Bobigny
- 20 R. Pronier, (dir.), *Les Municipalités... op. cit.*
- 21 Bulletin municipal officiel, 1978, sans classement, Mairie Annexe, Gagny. Article de l'adjointe à l'information, Colette Seguin.
- 22 J. Bena, J. Gales, *Les Nouveaux Maires...*, *op. cit.*
- 23 *Gagny Informations municipales*, n° 8, juin 1978, p. 2, sans classement, Mairie Annexe, Gagny.
- 24 "La Renaissance et la Voix de l'Est", *Actualités* 93, n° 34, 13 juillet 1978, PER 136, Archives Départementales, Bobigny.

- 25 Propagande électorale des 19 et 26 novembre 1978, 1092 W 338, Archives Départementales, Bobigny.
- 26 Propagande électorale des 18 et 25 mars 1979, 1092 W 343, Archives Départementales, Bobigny.
- 27 Copie du jugement de la plainte 1165 de 1979-2, M. Teulet contre : 1- Préfet de la Seine-Saint-Denis ; 2- M. Favretto. Séance du 14 juin 1979, carton 1092 W 469, Archives départementales, Bobigny.
- 28 Le parti des forces nouvelles s'apparente à une droite catholique.
- 29 Propagande électorale des élections cantonales des 9 et 18 mars 1980 à Gagny, carton 1092 W 343, Archives Départementales, Bobigny.